

Maitre d'ouvrage :



Département des **Affaires Immobilières / DISP** de
Toulouse
Cité Administrative – Bât G - 2, Bld Armand Duportal
31015 TOULOUSE Cedex 6

Maitre d'œuvre :



CAP MÀS ÉTUDES
20 chemin du forgeron
81310 Lisle sur Tarn
bet@capmasetudes.fr

Construction d'un vestiaire pour les personnels à la Maison d'Arrêt de Nîmes

CCTP-PRO

Lot n°03 ELEC

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| <u>CHAPITRE 1 - GENERALITES.....</u> | 4 |
| 1.1 Objet..... | 4 |
| 1.2 Consistance des travaux..... | 4 |
| 1.3 Prescriptions techniques générales | 4 |
| 1.4 Plans et annexes | 4 |
| <u>CHAPITRE 2 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES</u> | 5 |
| 2.1 Prescriptions techniques générales | 5 |
| 2.1.1 Règles de mise en œuvre | 5 |
| 2.1.2 Règles de calcul | 7 |
| 2.1.3 Hypothèses de calcul..... | 7 |
| 2.2 Prescriptions techniques particulières..... | 8 |
| 2.2.1 Origines des installations | 8 |
| 2.2.2 Limite de Prestations..... | 8 |
| 2.2.3 Règles de mise en œuvre | 8 |
| 2.2.4 Qualifications professionnelles | 17 |
| 2.2.5 Conditions d'exécution des travaux..... | 18 |
| 2.2.6 Essais et contrôle..... | 18 |
| <u>CHAPITRE 3 - DESCRIPTION DES TRAVAUX.....</u> | 22 |
| 3.1 Généralités..... | 22 |
| 3.1.1 Installation de chantier | 22 |
| 3.1.2 Études techniques (à charge entreprise) | 22 |
| 3.2 Prises de terre et liaisons équipotentielles (LEP) | 22 |
| 3.2.1 Terre électrique..... | 22 |
| 3.2.2 Terre TELECOM..... | 22 |
| 3.2.3 Liaisons équipotentielles (LEP)..... | 23 |
| 3.3 Alimentation générale..... | 23 |
| 3.3.1 Alimentation générale TGBT | 23 |
| 3.4 TGBT | 23 |
| 3.4.1 Généralité..... | 23 |
| 3.4.2 Protections des circuits | 24 |
| 3.4.3 Base de calcul..... | 25 |
| 3.5 AD Vestiaires..... | 26 |
| 3.5.1 Comptage et mesures | 27 |

| | | |
|-------------|--|-----------|
| 3.6 | Alimentations FM et diverses | 27 |
| 3.7 | Cheminements et canalisations | 28 |
| 3.7.1 | Supports | 28 |
| 3.7.2 | Câbles | 29 |
| 3.8 | Équipement éclairage et appareillage | 29 |
| 3.8.1 | Éclairage | 29 |
| 3.8.2 | Appareils de commande..... | 30 |
| 3.8.3 | Prises de courant | 31 |
| 3.9 | Éclairage de sécurité | 31 |
| 3.9.1 | Évacuation | 31 |
| 3.10 | Chauffage électrique | 32 |
| 3.10.1 | Panneau rayonnant | 32 |
| 3.11 | Alarme incendie | 33 |
| 3.11.1 | SSI type 1 | 33 |
| 3.11.2 | Localisation | 33 |
| 3.11.3 | Déclencheurs manuels | 33 |
| 3.11.4 | Diffuseurs sonores et lumineux..... | 33 |
| 3.11.5 | Raccordements - Essais | 34 |
| 3.11.6 | La conception des zones de mises en sécurité : | 34 |
| 3.11.7 | Cheminements et canalisations | 34 |
| 3.11.8 | Mise en service | 35 |
| 3.11.9 | Coordinateur de sécurité | 35 |
| 3.12 | Précâblage informatique / téléphonique | 35 |
| 3.12.1 | Origine des installations | 36 |
| 3.12.2 | Terre informatique | 36 |
| 3.12.3 | Raccordement cuivre | 37 |
| 3.12.4 | Baie de brassage | 37 |
| 3.12.5 | Certification | 37 |
| 3.12.6 | Poste informatique..... | 38 |
| 3.12.7 | Recette | 38 |
| 3.13 | Caméra de surveillance | 38 |

CHAPITRE 1 - GENERALITES

1.1 Objet

Le présent document a pour but de définir les travaux d'électricité courant fort et faible, concernant la construction d'un vestiaire pour les personnels à la Maison d'Arrêt de Nîmes.

1.2 Consistance des travaux

Les travaux comprennent les prestations suivantes :

- . Création d'une armoire divisionnaire liaisonnée au TGBT existant,
- . Circuit de terre et de liaisons équipotentiels (LEP),
- . Cheminements et canalisations,
- . Alimentations FM et spécialisées,
- . Équipement éclairage et petit appareillage,
- . Éclairage de sécurité,
- . Alarme incendie,
- . Prêcâblage informatique,

1.3 Prescriptions techniques générales

Les entreprises sont tenues de respecter l'ensemble des textes, (lois, décret, arrêté, exemple de solutions, Normes – DTU, Normes, Avis techniques, Certifications) édités par le REEF à la date de la signature du marché.

1.4 Plans et annexes

Plans: EL01-EL02-EL03

CHAPITRE 2 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.1 Prescriptions techniques générales

L'entreprise du présent lot est tenue de respecter l'ensemble des textes, (lois, décret, arrêté, exemple de solutions, Normes -DTU, Normes, Avis techniques, Certifications) édités par le REEF à la date de la signature du marché.

2.1.1 Règles de mise en œuvre

Les installations seront déterminées et réalisées conformément aux normes et règlements en vigueur au moment de l'exécution des travaux, notamment :

Textes réglementaires

- Code du Travail - deuxième partie réglementaire titre III - Hygiène et sécurité - Section III prévention des incendies.
- Circulaire du 2/10/67 relative à la séparation des sources d'énergie et à la coupure du courant.
- Décret n° 88.1056 du 14/11/88 portant sur la réglementation en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Décrets n° 83.721 du 2/8/83 et la circulaire du 11/4/84 relatifs à l'éclairage des lieux de travail.
- Décrets n° 98.1143 du 15.12.98 relatifs à aux lieux musicaux.

Normes

- NFC 11.001 - Textes officiels relatifs aux conditions auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.
- NFC 12.100 et additifs - Textes officiels relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- NFC 15.100 (dernière édition) et additifs - Installations électriques basse tension : règles.
- NFC 13.100 et 13.200 - Installation de première catégorie entre le réseau de distribution publique à haute tension par l'intermédiaire d'un poste de transformation dit de livraison ou d'abonné et l'origine des installations intérieures.
- NFC 63.412 - Ensemble d'appareillage à basse tension comportant des unités fonctionnelles débrochables.
- Arrêté du 10/11/76 concernant les installations d'éclairage de sécurité.
- NFC 52.100 - Transformateurs de puissance règles.
- NFC 63 et NFC 64 (toute la série) - Appareillage basse et haute tension.
- Prescriptions du "Répertoire des Éléments Préfabriqués du Bâtiment " (REEF) et celles contenues dans les cahiers du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB).
- Normes de l'Association Française de la Normalisation (AFNOR).

- Décrets, Arrêtés ministériels et interministériels concernant l'équipement et la sécurité dans les bâtiments et les locaux dans lesquels ils sont applicables.
- Normes françaises, textes officiels et prescriptions techniques publiées par l'Union Technique de l'Electricité (UTE).
- NFC A 91.121,122 - Galvanisation à chaud des produits en acier.
- NFC A 36.321 - Tôles d'acier galvanisé à chaud.
- NFC 32.100 et additif concernant la classification des conducteurs et câbles isolés pour les installations BT.
- A la norme NFC 20.010 concernant la classification des degrés de protection procurés par les enveloppes.
- Code de la Construction et de l'habitation.
- NFS 61.930 à 950 concernant le système de sécurité incendie.

Règles professionnelles avis techniques

En cas de modification de la réglementation, les textes en vigueur au moment de la signature du marché et ceux applicables à date ultérieure, feront foi.

- Label USE "le matériel mis en œuvre devra porter la marque de la conformité aux normes NF. USE ou la marque de la qualité de ce matériel devra être garantie par la présentation d'un certificat de conformité aux normes, si elles existent, délivré par un organisme agréé. En l'absence d'un tel certificat, le matériel devra répondre aux réglementations ou spécifications techniques générales ou fondamentales concernant l'usage auquel il est destiné".

D'une façon générale, l'entreprise devra se conformer à toutes les exigences des règlements édictés par l'EDF ou les normes françaises, elle restera seule responsable de toute erreur ou malfaçon motivant un refus de mise en service.

Respect des règles de l'art

Les dispositions techniques adoptées par les ouvrages ainsi que les conditions de leur exécution, doivent être conformes aux règles de l'art.

Sont notamment réputés conformes aux règles de l'art, le respect des prescriptions des textes officiels et des organismes spécialisés, mais aussi les recommandations des constructeurs.

Il convient également de rappeler que l'application du règlement ne résout pas tout et que l'art de l'ingénieur à un rôle essentiel notamment pour traiter certains cas particuliers et certaines situations spéciales.

Acoustique

Les équipements mis en place par le présent lot devront satisfaire aux exigences retracées par la réglementation en vigueur au moment de leurs installations.

2.1.2 Règles de calcul

- Cahier des charges et recommandations des concessionnaires et organismes Européens.
- Cahier des prescriptions générales établi par le Centre Technique du Bâtiment.
- Recommandations ENEDIS.
- Cahier des charges de ORANGE.
- Recommandations Européennes sur la mise en œuvre de filtres anti-harmoniques.
- Règles de l'UTE

2.1.3 Hypothèses de calcul

**** Tensions mises en œuvre***

Les tensions mises en œuvre seront celles délivrées par le réseau du distributeur (EDF)

Basse Tension : 400 volts entre phases.
 230 volts entre phase et neutre.

Classement B.T. suivant décret du 14/11/88 (B2)

**** Comptage énergie***

Depuis le TGBT du site.

**** Régime de neutre de la B.T***

Le régime de neutre de la BT sera de type « Neutre directement à la terre » (schéma TT).

Les conducteurs neutres et de protection sont distribués dans l'ensemble des installations.

**** Indices de protection***

Les indices de protection seront conformes aux normes NFC 20.010, EN 60.529, CEI 60.529

**** Niveau d'éclairage***

| | |
|------------------------------|-----------|
| . Circulations et sanitaires | : 150 lux |
| . Bureaux | : 400 lux |

**** Sécurité incendie***

Le bâtiment sera équipé d'alarme de Type 1 liaisonnée à la centrale type 1 existante

**** Éclairage de sécurité***

. Éclairage d'évacuation

2.2 Prescriptions techniques particulières

2.2.1 Origines des installations

*** Courants Forts**

Depuis le TGBT du site de la MA de Nîmes.

*** Téléphone**

Depuis le RG du site de la MA de Nîmes.

2.2.2 Limite de Prestations

*** Avec Les lots Plomberie Sanitaire, Chauffage, Ventilation, qui devront :**

- Le raccordement des câbles laissés en attente par le présent lot
- Les liaisons et organes de commande de ses propres équipements

*** Avec le lot Gros Œuvre qui devra :**

- Les fourreaux sous dallage, plan d'implantation étant fourni par le présent lot.
- Les réservations dans poutres et planchers, le plan d'implantation étant fourni par le présent lot.

2.2.3 Règles de mise en œuvre

Généralités

L'entrepreneur devra présenter à l'agrément du MAITRE D'ŒUVRE les échantillons de matériels et appareillages, avant toute mise en œuvre.

Tous les matériels et appareillages entrant dans la constitution des installations devront être mis en œuvre avec tous les soins désirables et conformément aux règles de l'art explicitées notamment par la norme NFC 15.100.

Les prestations doivent comprendre la fourniture de l'ensemble des matériels, accessoires et matériaux, et en général, de tout ce qui est nécessaire au parfait et complet montage des installations, ce qui implique à titre indicatif mais non restrictif :

- Main d'œuvre, équipements et outillages nécessaires à la réalisation des travaux.
- Fourniture du matériel à installer et nécessaire aux installations.
- Fourniture des accessoires de pose et fixation.
- Scellements, saignées, tranchées, encastrement, réservations, raccords, rebouchage.
- Travaux de serrurerie se rapportant aux installations électriques.
- Engins élévateurs, de manutention, etc...

Trous, Percements, Réservations

Outre les travaux résultant du présent lot, l'entrepreneur aura à sa charge :

- les percements, trous, saignées, scellements et raccords de passage sur planchers, cloisons, murs, poutres, etc... à l'exception des ouvrages dans les parties en béton armé, qui seront exécutés par l'entrepreneur de Gros Œuvre, à condition que les cotes, altimétries et tous renseignements lui soient communiqués en temps utile.

Tous les percements et raccords de perçage sur plancher, cloisons, murs etc... seront traités conformément aux prescriptions du règlement de sécurité contre le risque d'incendie et prescriptions acoustiques.

Le titulaire du présent lot devra respecter les formes et dimensions des éléments de Gros Œuvre liés aux éléments de second œuvre, ainsi que les positions et dimensions des trous et trémies réservés aux passages des fluides divers.

Après avoir été retenu, cet entrepreneur sera tenu de contrôler les dimensions et situations des ouvrages sus cités avec l'entrepreneur de maçonnerie, afin d'apporter toutes modifications éventuelles pouvant résulter de variantes à soumettre ou retenues par le Maître d'Œuvre.

Toutes les réservations incombant à l'entreprise titulaire du présent lot, devront être rebouchées par celle-ci, conformes aux supports et aux réglementations en vigueur.

L'entreprise doit faire son affaire de l'état du chantier, ainsi que des passages pour circulation des engins.

Fixations

Sur la structure (charpente, poutres, poteaux, canalisations des autres corps d'état,...) les fixations seront effectuées uniquement par système de crapautage.

Sur les parois ne présentant pas de caractéristique d'étanchéité par cheville autoforeuse, ou par scellement dans la maçonnerie.

L'utilisation de fixations par **PISTOLET (SPIT....)** est en règle générale exclue, sauf cas particuliers qui seront soumis à l'approbation du Maître d'Oeuvre.

Distribution et canalisations

Dans la mesure du possible, et en règle générale, l'ensemble des canalisations sera dissimulé et posé comme suit :

- Lignes générales

Câble série U 1000 R02V posé sur chemin de câble, ou RGPFV U 1000 pour les canalisations souterraines ou enterrées.

- Desserte locale

Pour les locaux ne présentant pas de risques particuliers, câble série AO5 VVU sous conduits ou posé sur chemin de câble.

Pour les locaux à risques, câble série U 1000 R02V ou HO7 RNF sur chemin de câble ou sous conduits.

- Desserte en CdC

Le câblage du type U 1000 R02V, sera posé sur CdC, avec accessoires.

Les descentes seront réalisées sous protections mécaniques en traversées de dalle, avec étanchéité et goulotte PVC, en partie supérieure.

Il sera veillé tout particulièrement à l'exécution des intersections de réseaux avec les divers fluides.

- Desserte terminale

En encastré, conducteur de la série HO7 VU sous conduit ICD-APE ou ICT-APE, ou câble de la série U 1000 R02V en vide de cloison.

Dans les locaux techniques, sur chemin de câbles ou goulotte et en câble unique sous conduit encastré (pour les dessertes terminales).

Les câbles principaux, ainsi que lignes FM et spécialisées et directes, chemineront sur CdC ou goulotte, plinthe ou autre suivant nature des plafonds et cheminements empruntés.

La protection mécanique sera assurée à chaque traversée de paroi ou de dalle.

Les câbles destinés aux installations de sécurité seront, suivant détails de cheminements et fonctions, de la série résistant au feu, type CR1 C1 (PYRO), posés suivant les normes en vigueur concernées.

Dans tous les cas, les conduits utilisés seront conformes à la norme NF **C 68 série 100**.

La section sera choisie de façon à ce qu'il soit possible de retirer aisément le ou les conducteurs sans démontage ni travaux de démolition.

Si l'entreprise effectue de par sa faute des travaux d'encastrement après finition des surfaces, elle fera effectuer à ses frais et par l'entreprise spécialisée la reprise des enduits ou autres revêtements.

L'ensemble des supports métalliques, conduits, canalisations conductrices et chemins de câbles seront reliés à la terre, l'ensemble des éléments étant relié électriquement entre eux.

■ **Câbles**

Le code couleur de l'isolant des conducteurs courants forts sera celui-ci :

MONOPHASE

- Phase : rouge (ou autre sauf bleu et V/J)
- Neutre : bleu

TRIPHASE + N

- Phase 1 : noir
- Phase 2 : brun
- Phase 3 : noir
- Neutre : bleu

Le conducteur de terre (ou protection "PE") sera toujours de couleur **Vert/Jaune**.

Dans la mesure du possible, les canalisations seront réalisées en encastré dans la distribution locale terminale.

Le câblage sera alors réalisé sous conduit encastré ICD-APE ou ICT-APE.

En desserte locale et divisionnaire et partout où cela est possible, en encastré, conducteur sous gaine ICT - APE en maçonnerie à l'exception du sol ou sous ICD - APE.

Pour les locaux ne présentant pas de risques particuliers, câbles série A05 VVU sous conduits ou posés sur chemins de câble.

Pour les locaux à risques, câbles de classe 2, PRC avec revêtement extérieur PVC sur chemin de câbles, sous conduits ou sous goulottes.

Dans le cas où tout encastrement s'avérerait impossible, les canalisations seront posées de façon dissimulée et seront en câble classe 2, PRC avec revêtement extérieur PVC (sur chemin de câble en faux plafond) et en montage du type Métro dans les locaux particuliers après aval du Maître d'Œuvre.

Les câbles principaux ainsi que les lignes force motrice et spécialisée devront cheminer sur chemin de câbles, goulottes, plinthes ou autres suivant nature des plafonds et cheminements empruntés.

La protection mécanique sera assurée à chaque traversée de paroi ou de dalle au moyen de fourreaux.

Dans tous les cas, les conduits utilisés seront conformes à la norme C 68.100 et le mode de pose sera conforme aux normes de l'UTE.

La section sera choisie de façon à ce qu'il soit possible de retirer aisément le ou les conducteurs sans démontage, ni travaux de démolition.

Les boîtes de dérivations et répartitions seront dans la mesure du possible encastrées et répondront à l'I.P du local desservi ainsi qu'aux normes en vigueur pour le mode de pose.

Une canalisation par chaque type de circuits (éclairage, alimentations diverses, éclairage de sécurité, alarmes incendie, techniques, etc...) sera prévue ainsi qu'un chemin de câbles **distinct** pour les réseaux **informatiques** et cheminant à l'opposé des courants forts.

▪ **Chemin de câbles**

Les cheminements regroupant les câbles, les lignes principales, la distribution et les circuits divers seront réalisés en chemins de câbles du type tôle d'acier perforée, galvanisée à chaud, équipés d'ailerons à bords soyés d'une hauteur de 48mm, et comprenant les accessoires suivants :

- Cornières à bords soyés.
- Plots pour fixations.
- Eléments de dérivations.
- Tés, coudes, croix.
- Eclisses.
- Boulons, tiges filetées, goupilles.
- Echelle à câbles.
- Consoles de supports.
- Etc...

Ces supports devront être posés avec le plus grand soin (les raccords, changements de plans et directions devront être particulièrement soignés) et seront dimensionnés de manière à ce que les câbles soient posés en une seule nappe et présenter un coefficient de réduction suivant la norme NFC 15.100 chapitre 523 égal à 1 et à ce qu'ils puissent recevoir 30% de canalisations supplémentaires.

L'ensemble des supports métalliques, conduits, canalisations conductrices et chemins de câbles sera relié à la terre, au moyen d'une **câblette de cuivre nu de 29mm²** cheminant tout au long du support et reliée au moyen de serre-fils type BB de chez SIMEL positionnés tous les 2m (sur les chemins de câbles) et permettant ainsi l'interconnexion.

Il est à savoir que pour certaines opérations la disponibilité de place dans les faux plafonds est faible. De ce fait l'entrepreneur devra, avant toutes interventions, coordonner les cheminements des installations électriques avec les entreprises titulaires des autres lots techniques ainsi qu'avec le lot Faux Plafond.

▪ **Goulottes et plinthes techniques**

Les goulottes et plinthes techniques seront soit en PVC soit en Aluminium, suivant spécification au Chapitre 3.

Elles pourront être équipées de plusieurs compartiments, suivant spécification au Chapitre 3, à savoir:

- un compartiment courant fort,
- un compartiment espace vide de 5cm (pour mise en place appareillage),
- un compartiment courant faible (informatique et téléphone).

Elles seront conformes à la norme NFC 68.102 et C 68.104.

Les plinthes techniques seront équipées de bavettes

▪ **Recommandations d'exécution (entre cheminements de câbles courants forts et informatiques)**

Les répartiteurs et sous répartiteurs seront situés à plusieurs mètres (2 à 3 minimum) des moteurs de puissances (machine atelier, climatisation) et des salles de transformation d'énergie (poste HT, onduleurs, fours à induction haute fréquence, redresseurs à thyristors, etc...).

Dans la mesure du possible, les locaux de câblages électriques (courants forts) et les locaux de câblages pour les données, doivent se trouver dans des pièces différentes.

Les chemins de câbles des courants informatiques et faibles dans les couloirs, s'écarteront des câbles d'énergie (secteur) d'au moins 30cm en cheminement parallèle. Les intersections pourront se faire à niveau. Ils éviteront aussi d'au moins 30cm les tubes fluorescents.

Les chemins de câbles des courants informatiques et faibles devront s'écarter de toutes les sources importantes de parasitage : moteurs, transformateurs locaux techniques, onduleurs, HT, TGBT, climatisation. Il sera nécessaire de prévoir une séparation plus importante, la solution de séparation sera adaptée afin d'améliorer l'isolement entre les deux sources (Courants Forts et Faibles).

Par précaution, les câbles devront être installés aussi loin que possible et jamais à moins de 1m des sources électromagnétiques importantes ou toute autre source haute fréquence.

La distribution dans les bureaux devra respecter les recommandations des chemins de câbles. Toutefois, les distances de cheminements parallèles avec le secteur, étant plus courtes, il pourra être admis, des distances de séparation plus faibles.

L'écartement des cheminements parallèles sera :

- > 3cm pour cheminement jusqu'à 3m,
- > 5cm pour cheminement jusqu'à 10m.

En outre, la séparation des câbles doit être réalisée par un organe physique diviseur.

La solution idéale étant de faire aboutir au poste de travail, le secteur et les câbles de transmission par des chemins nettement différents (plafond et plinthe ou plinthe alimentée à partir de deux murs opposés, etc...).

Le poste de travail est le lieu où doivent se rencontrer les courants forts et informatiques. S'ils arrivent par des chemins différents, la cohabitation dans un même boîtier des prises d'extrémités, ne pose aucun problème.

Les câbles informatiques sont spécialisés, soit réseau téléphonique, soit réseau informatique et vidéo. Ils pourront néanmoins, cohabiter, dans les mêmes chemins de câbles réservés aux courants informatiques.

Les câbles du système doivent être tenus à l'écart des câbles électriques normaux, selon les indications du tableau ci-dessous. Dans le cas de sources de courants à hautes tensions ou à hautes intensités qui ne sont pas blindées, il peut être nécessaire de prévoir une séparation plus importante.

| Distance Minimale entre 1 câble et : | Jusqu'à 2KVA | 2 à 5 KVA | Au-dessus de 5 KVA |
|---|--------------|-----------|--------------------|
| Lignes électriques ou appareillages non blindés | 127 mm | 305 mm | 610 mm |
| Lignes électriques ou appareillages non blindés si le câble est protégé par une gaine mise à la terre. | 64 mm | 152 mm | 305 mm |
| Lignes électriques protégées par une gaine métallique à la terre, si le câble est lui-même protégé par une gaine métallique à la terre. | 38 mm | 76 mm | 152 mm |

Les distances ci-dessus concernent les tensions de 410 v maximum rencontrées dans la distribution générale.

Le câble "réseau" (informatique) doit être éloigné de **1m** minimum lorsque les lignes électriques à proximité transportent une puissance supérieure à **10 Kva**.

L'éloignement par rapport aux câbles de puissances supérieures à **50 Kva** doit être de 2m et 3m pour des puissances supérieures à **100 Kva**.

Nota : Entre le câble du système et des appareils à hautes densités, HID, lampes fluorescentes, néons ou lampes à décharge, la distance minimale est de 127mm (HID est l'abréviation de High Intensity Discharge).

▪ **Sécurité électrique du système de câblage**

Le système de câblage est un réseau de communication passif sur lequel sont connectés des équipements d'utilisateurs (terminaux de données et équipements de transmission de données). Les équipements pouvant se raccorder au système de câblage comportent des circuits de protection assurant la sécurité électrique d'interconnexion des signaux. Ces équipements doivent être raccordés à la terre.

▪ **Canalisation de sécurité**

Les canalisations de sécurité, (circuits de désenfumage, éclairage de sécurité, alimentation surpresseur incendie, ascenseur handicapé etc...,) seront conformes EL3 du règlement de sécurité ERP et devront emprunter des cheminements différents des autres canalisations (chemin de câble spécifiques).

Calcul des canalisations

Sauf spécification particulière du descriptif, ou extrait de la norme C 15.100, les canalisations seront calculées par une température ambiante de 30° C, de telle sorte que pour le récepteur le plus défavorisé la chute de tension n'excède pas :

- Installation alimentée en BT par le distributeur local :

* 3 % pour la lumière et prises de courant 16A

* 5 % pour divers "force motrice".

Les calculs devront tenir compte des coefficients de proximité à appliquer en fonction de la disposition des câbles au long des cheminements.

Concernant les courants faibles, les sections des canalisations seront étudiées, afin de permettre un parfait fonctionnement des systèmes. Les calculs concerneront particulièrement la chute de tension (ou l'impédance) et le niveau des pertes des réseaux suivants :

- Réseaux Informatiques.
- Réseaux Téléphonie.
- Réseaux Incendie.

Armoires et appareillages

L'ensemble du matériel employé devra porter l'estampille U.S.E.

Pour chaque armoire, il sera mentionné le degré (I.P) de protection minimum exigé (suivant locaux).

Les armoires et coffrets devront en dehors de l'indice de protection sus cité présenter toutes les garanties concernant :

- le traitement des parois suivant les locaux,
- la température interne en fonctionnement, celle-ci ne pouvant être préjudiciable aux équipements contenus,
- les entrées de câbles par presse étoupe,
- la réserve de 30 % d'équipements supplémentaires imposée,
- l'accessibilité aux équipements,

- la fixation des appareils sur profilé standard en veillant à l'utilisation d'écrans coulissants évitant la chute de parties conductrices au démontage et les risques s'y rapportant,
- le calcul des jeux de barres pouvant supporter jusqu'à + 30% de l'intensité nominale,
- La prise en compte de l'Icc pouvant se développer au niveau considéré avec une réserve d'intensité supplémentaire de 20%,
- l'isolement par l'intermédiaire d'un organe de coupure général en charge, situé en tête,
- la continuité électrique de toutes les parties conductrices,
- la présence d'un bornier de raccordement des départs (énergie et télécommandes),
- l'implantation d'une barre de terre cuivre,
- l'ensemble des voyants nécessaires en façade et du type LED

Lorsque plusieurs unités, d'issues différentes, ont leurs équipements respectifs regroupés dans une seule armoire, ceux-ci seront répartis en panneaux et châssis différents et séparés physiquement par des écrans isolants permettant une mise hors tension de chaque élément séparément.

Pour chaque équipement, il sera prévu un dispositif général de coupure simultanée des conducteurs actifs, manœuvrable de l'extérieur et très accessible, avec possibilité de cadenassage.

L'ensemble des appareils sera clairement repérer à l'aide d'étiquettes gravées et vissées-collées.

Il sera prévu un numéro de serrure "unique" pour l'ensemble des tableaux, armoires et coffrets divers.

L'ensemble des borniers et câbles sera également repéré par étiquettes et un synoptique sera implanté en façade lorsque la bonne compréhension de l'exploitation l'exige.

Il sera obligatoirement prévu dans chaque armoire, tableau ou coffret, un support dans lequel sera placé le schéma détaillé correspondant, protégé par une pochette plastique.

Un organe de coupure général sera prévu accessible à l'extérieur du local par BP arrêt d'urgence sous verre dormant équipé de 2 voyants (suivant accessibilité) pour l'arrêt général tableaux (suivant réglementation de Novembre 1988) y compris liaison par câbles U 1000 RO2V 5G1,5² cu. Ce coup de poing sera équipé de contacts "F" et contacts "O" et excitera les bobines à émission des disjoncteurs généraux installés dans le tableau ou armoire.

D'une manière générale, les indices de protection respecteront la réglementation en vigueur

Équipement

Chaque Armoire ou Tableau comprendra :

- Interrupteur de tête tétrapolaire.
- Jeu de barres, accessoires et supports.
- Distributeurs et connecteurs.
- Disjoncteurs généraux départs.
- Dispositifs différentiels de protection.
- Bobines de déclenchement à manque de tension et émission.
- Commande ECL extérieur comprenant : protection contacteur, inverseur inter crépusculaire, commutateur déporté
- Borniers de renvois et pilotes.
- Répartiteurs de terre.
- Voyants : Présence tension et sous tension.
- Platines et plastrons.
- Répartiteurs de terre "PE".
- Repérage et étiquetage, synoptiques.
- Accessoires, fermetures.
- Sujétions, câblage, mise en service.
- Schéma, notice, pochette de porte.

L'ensemble sera livré, monté, précâblé et devra comporter une réserve de place disponible de 30% après implantation de l'ensemble des équipements.

Protections

La protection contre les courts-circuits et surcharges sera assurée par disjoncteurs présentant le pouvoir de coupure nécessaire, garantissant les équipements des détériorations, quel que soit le point d'apparition du défaut dans l'installation.

Cette protection sera révisée à chaque changement de section.

Le neutre sera distribué, coupé, non coupé, ou protégé conformément au régime de neutre défini pour cette installation **(TT)**

Les protections différentielles seront établies en fonction du régime de neutre et de sensibilité conforme aux normes en vigueur pour ce type d'établissement et compte tenu des valeurs ohmiques imposant le réglage.

L'ensemble des organes de protection sera de type disjoncteur (magnéto-thermique) et présentant le pouvoir de coupure nécessaire, garantissant les équipements des détériorations, quel que soit le point d'apparition du défaut dans l'installation.

Les organes seront dimensionnés afin d'assurer une sélectivité totale à tous les niveaux de l'installation (horizontale et verticale) ainsi que la filiation entre disjoncteurs de faible calibre.

Les disjoncteurs de fortes intensités (à partir de 100A) seront tous équipés de **déclencheurs électroniques universels**.

Ils seront également repérés par étiquettes gravées et reportées sur schémas d'armoires.

Tous les accessoires de fixation et de raccordement seront à prévoir.

Borniers

L'ensemble des alimentations $\leq 10\text{mm}^2$ sera ramené sur bornier, les autres raccordées directement sous l'appareil de protection.

Des borniers seront à prévoir pour toutes les liaisons de télécommande et de signalisation

Ces borniers seront parfaitement repérés par étiquettes gravées mentionnant l'affectation précise, à savoir :

- "Puissance"
- "Télécommande-Signalisation"

Petit Appareillage

Les spécifications des matériels à mettre en œuvre sont précisées en légende.

L'ensemble du petit appareillage (inter, PC, BP et divers...) sera encastré, avec plaque de recouvrement, de coloris au choix du Maître d' Œuvre, voyant lumineux pour BP des circulations et locaux spécifiés en légende ou sur plans.

Les mécanismes seront du type à fixation **par vis** et les socles PC, seront dotés d'obturateurs d'alvéoles (éclips).

Quel que soit le type de cloison, les boîtes d'encastrement seront obligatoirement scellées au plâtre colle.

Sauf précision contraire spécifiée ponctuellement sur les plans, les appareillages seront fixés aux hauteurs suivantes :

- * + 1,20 m pour les inter, poussoirs, BP, etc...
- * + 0,25 m pour les socles prise de courant
- * + 1,30 m pour les boîtiers d'alarme manuelle.

Les divers télérupteurs seront dotés de contacts de positionnement et seront du calibre 16A pour tout allumage dont l'intensité dépasse 5A par circuit; pour les allumages plus importants, il sera utilisé des contacteurs dont la bobine sera commandée par télérupteur, avec renvoi d'état.

Les détecteurs seront de type faux plafond, toutefois pour les espaces en longueur, un détecteur saillie sera préconisé. Les détecteurs seront installés à 2,5 m pour obtenir un champ de détection optimal.

Le choix du détecteur se fera en fonction du champ de détection nécessaire :

- Surface jusqu'à 45 m² : détecteur infrarouge

Une distance de 6 m devra être respectée entre l'installation de 2 détecteurs.

Connexions - Dérivations - Boîtes

Si des boîtes de dérivations s'avèrent indispensables (sous répartition terminale), elles devront être dans tous les cas accessibles et ne devront concerner qu'un seul et unique circuit.

Les dispositifs de serrage devront être du type anti-cisaillant, les dispositifs du type élastique, "Jasper" ou similaire n'étant, en aucun cas, autorisé.

Les dispositifs de connexions seront conformes aux normes d'essais au fil incandescent à 960°C.

Équilibrage

Il sera tout particulièrement veillé au niveau de chaque tableau à l'équilibrage par répartition correcte des circuits monophasé sur les 3 phases, ceci s'appliquant **aux circuits PC** et à la répartition **des luminaires et récepteurs divers**.

Appareils d'éclairage

Les caractéristiques des appareils d'éclairage sont définies en légende.

Les implantations étant définies sur les plans.

Les appareils seront obligatoirement ceux précisés dans la légende et devront présenter les caractéristiques et données photométriques

L'étude d'éclairage sera réalisée selon les recommandations et les prescriptions réglementaires de l'Association Française de l'Éclairage (édition octobre 1993) relatives à l'éclairage intérieur des lieux de travail ainsi qu'aux principes d'ergonomie visuelle applicables à l'éclairage des lieux de travail (norme expérimentale X35-103) et les recommandations de la norme NFC 71-121 et de la RT2012.

L'entreprise devra fournir également les notes de calculs et justificatifs pour l'éclairage des locaux en fonction des caractéristiques du matériel qui sera installé et qui au préalable aura reçu l'agrément du Bureau d'Etudes.

Dans le cadre de la Maîtrise des consommations électriques et de la réglementation RT2012, les dispositifs liés à l'éclairage devront permettre de générer des économies d'électricité en favorisant la possibilité de disposer de l'éclairage naturel, de bien dimensionner et positionner les points d'éclairages, de limiter les durées d'éclairage artificiel, d'utiliser des systèmes de commandes performant, tout en veillant à la sécurité des occupants.

L'entreprise aura l'obligation de respecter la circulaire du 3 décembre 2008, fiche 16, concernant l'éclairage des établissements recevant du public.

Les niveaux d'éclairage à la mise en service tiendront compte d'un coefficient de dépréciation de

1,25 afin que les niveaux d'éclairage définis ci-dessous soient obtenus après 500 heures de fonctionnement, à une hauteur de 0,80 m. de sol fini, sauf si précision indiquée.

Il sera veillé au respect des températures de couleur (en K°) des sources incandescentes ou fluorescentes, ainsi qu'aux caractéristiques des lampes spéciales (iodures, dichroïques, sodium, H.P, etc...) y compris des puissances, angles de sources, culots, parachutes, alimentations TBT diverses, etc...

Une attention toute particulière sera apportée aux points suivants (à charge du présent lot) :

- suspension et fixation indépendantes des armatures de faux plafond (et solidité),
- aménagement des réserves nécessaires en faux plafond pour le cheminement des chemins lumineux divers (résilles, grilles, flasques, déflecteurs, masques etc...),
- fixation des flasques latérales sur F.P,
- découpe des encastresments et synthèse des gaines en F.P (VMC, climatisations, canalisations, etc...),
- adaptations pour supports des luminaires, et transformateurs (sur supports antivibratiles indépendants),
- Mise en place de protections thermiques (échauffements) des appareils d'éclairage et transformateur (12v/24v/220v) lorsqu'ils sont posés en faux plafond, recouverts d'un matériau isolant genre "laine de verre" (ou autre).

L'installation des appareils d'éclairage TBT devra respecter les conditions du guide UTE. C15.559.

La résistance à l'essai au fil incandescent pour l'ensemble des appareils d'éclairage devra être au minimum à :

- **850°C** pour les escaliers et circulation
- **750°C** pour les autres locaux

Et respecter la norme de la série NF EN 60598

Les documents techniques seront à fournir avant le début des travaux.

Fixation et raccordement des appareils d'éclairage

Dans les locaux courants, les appareils seront fixés conformément aux règles de l'art.

Dans les locaux recevant du public, et particulièrement dans les grandes salles, il sera prévu un doublage de sécurité de tout luminaire suspendu.

Ce dispositif constitué par une câblette acier souple avec boucles d'extrémités serties dont l'ancrage fixe sera indépendant du support principal du luminaire.

Les lampes et accessoires seront équipés de "parachutes", ou de grilles de protection anti-chute.

Le raccordement électrique des appareils d'éclairage sera réalisé en respectant scrupuleusement les prescriptions de la norme C 15.100, à savoir de façon non limitative :

- allumages sur deux circuits distincts, issus de deux protections indépendantes,
- répartition des phases,
- sujétions.

2.2.4 Qualifications professionnelles

Le soumissionnaire devra être titulaire d'une qualification professionnelle (QUALIFELEC) et avoir les références adéquates pour la réalisation de ce type de travaux.

2.2.5 Conditions d'exécution des travaux

Il s'avérera également indispensable d'attirer au préalable l'attention des entrepreneurs sur les astreintes découlant de la possibilité de réaliser (tout ou partie) des travaux en période d'occupation de l'établissement par les autres corps de métiers, ce qui implique (de façon non limitative) toutes les mesures particulières et précautions suivantes :

- Signalisation de toute zone en cours de travaux : dispositifs, avertisseurs, protections mécaniques, filets, écrans, palissage, garde-corps, etc...
- Isolement électrique de tous circuits en cours d'installation y compris tableaux et appareillages avec si nécessaire rajouts ponctuels de protections T.H.S différentielles et signalisations.
- Rangement soigné et systématique hors de portée de tous les composants et accessoires indispensables aux installations : chemins de câbles, luminaires, éléments de F.P, câbles, appareillages, outillages, échelles, escabeaux, caisses de chantier, et de façon générale tout objet susceptible de présenter un danger quelconque.
- Nettoyage systématique des locaux après chaque intervention. En règle générale, il sera veillé à ce que les circulations de l'établissement ne soient jamais inutilement encombrées par les matériaux et matériels d'installation propriété de l'entrepreneur.

L'entreprise devra enfin prendre en compte dans l'estimation de son offre, l'incidence de main d' Œuvre découlant des conditions de prestations suivantes :

- Planning d'ouverture impératif (mise à disposition des locaux).
- Éventuelle réalisation de phases de travaux pendant le fonctionnement de l'établissement ce qui implique :
 - . Le respect des consignes suscitées (sécurité),
 - . L'exécution de certaines prestations, en dehors des jours et heures de fonctionnement,
 - . La continuité de desserte en énergie électrique de l'ensemble des locaux pendant les phase de réception.

2.2.6 Essais et contrôle

Conformité

Aucune exécution ne devra être entreprise avant que l'ensemble des plans et schémas ne soit soumis à l'organisme de contrôle, au Maître d'Œuvre.

Pendant les travaux, l'entreprise devra se soumettre aux visites de contrôle prévues par l'organisme agréé, et ce, chaque fois que les Maîtres d'Œuvre en feront la demande.

Hors les présentes prescriptions, il est recommandé à l'entrepreneur de prendre connaissance du Cahier des Prescriptions Techniques Particulières du Ministère, ce dernier document ayant pour objet de définir qualitativement les prestations propres relatives aux locaux rencontrés lors de la construction (ou aménagement) d'établissements ainsi que les normes diverses concernant les équipements spécialisés.

Aucune dérogation ne sera admise sauf si elle a été explicitée par un document émis par l'administration (ou direction de l'établissement).

Par ailleurs, il est précisé que les documents fournis par le Maître d'Œuvre seront strictement en conformité avec le "mémento à l'usage des constructeurs" (Juillet 1980) établi par la Table Ronde de la Construction.

Remarques importantes

1/Si au cours des travaux, des nouveaux règlements entraient en vigueur, l'entrepreneur devra en informer le Maître d'Ouvrage et lui indiquer les éventuelles incidences financières qui en résulteraient.

Dans le cas où ces règlements n'entraîneraient pas de plus-values, ceux-ci seraient appliqués dans leur intégralité.

Dans le cas contraire, le Maître d'Ouvrage décidera de l'application ou non de ces nouveaux règlements.

2/Si les documents d'appel d'offre présentent des anomalies ou des contradictions avec les normes en vigueur, l'entrepreneur devra les signaler au Maître d'Ouvrage en remettant son offre de prix.

Au cas où l'entrepreneur omet de signaler ces éventuelles anomalies, il aura à exécuter dans tous les cas, les travaux conformément aux normes.

Procès-verbaux et essais

L'entreprise fournira les procès-verbaux de comportement au feu des matériaux qu'elle mettra en œuvre.

L'entreprise devra au Maître d'Œuvre le personnel et les appareils de mesure ainsi que tous les moyens nécessaires à la parfaite réalisation des essais et à leurs vérifications. L'énergie nécessaire aux essais sera fournie par l'entreprise et si des branchements provisoires sont utiles, ils seront réalisés au titre du forfait de base.

Au cas où les essais ou constatations faites par le Maître d'Ouvrage, au cours de l'approvisionnement, la fabrication, le montage du matériel et l'équipement, indiqueraient que le matériel fourni où les travaux ne satisfont pas à l'une quelconque des stipulations de la commande, le refus de l'ensemble de la fourniture ou de la partie incriminée pourra être prononcé par le Maître d'Ouvrage.

L'entreprise devra alors remplacer cet ensemble ou cette partie de l'ensemble à ses frais dans le plus court délai, sans qu'elle puisse prétendre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature.

En cours de travaux, chaque fois que cela s'avérera nécessaire, et à la demande du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, il sera procédé aux opérations de contrôle et aux essais souhaitables, en vue de la réception de tout ou partie d'installations, et ce en présence de l'entrepreneur.

Ces opérations ont, entre autres, pour objet la vérification de la conformité de l'exécution aux prescriptions des pièces du marché.

Les essais devront satisfaire et offrir une parfaite sécurité d'exploitation; dans le cas contraire, l'entrepreneur sera tenu d'exécuter dans les plus brefs délais, toutes améliorations nécessaires avant nouveaux essais.

L'entrepreneur devra également fournir son dossier plan Atelier Chantier (PAC), à savoir :

▪ Avant travaux

- La marque, le type, les caractéristiques des appareillages éventuellement proposés, lorsque ceux-ci sont différents de ceux imposés par le descriptif.
- les plans précisant le parcours exact des cheminements, canalisations, ainsi que la disposition des appareillages si le principe de réalisation venait à être modifié par rapport aux plans joints dans le dossier de base.
- Signaler toutes erreurs ou omissions relevées sur le descriptif ou cadre, et les modifications éventuelles contenues dans sa proposition.

- A la signature du marché, l'entrepreneur s'engage à exécuter l'ensemble de l'installation et des équipements, conformément aux règles en vigueur.

▪ **En cours de travaux**

L'entrepreneur doit en outre, en cours de travaux :

- Établir les plans d'exécution et notes de calcul nécessaires à la réalisation de l'installation, et en particulier, fournir au Maître d'Œuvre et à l'entreprise de Gros Œuvre, les plans permettant d'effectuer, en temps utile, les réserves, percements, trémies et autres, et ce au plus tard quinze jours après notification du premier ordre de service.
 - Réaliser les prototypes de matériels "spéciaux" à la demande des Maîtres d'Œuvre et d'ouvrage.
 - Mettre en place, avant coulage, et sous sa seule responsabilité, les conduits, gaines, buses, fourreaux et canalisations à incorporer dans les parties bétonnées.
 - Intervenir à toute phase d'avancement du chantier, en étroite liaison et collaboration avec les entrepreneurs des autres corps d'état, pour effectuer ses travaux sans aucun cas porter atteinte au programme d'avancement des travaux.
- Fournir selon le planning général contractuel, les principaux documents suivants :
- * 1 planning général de ses différentes séquences d'intervention et de préfabrication.
 - * 1 planning de ses approvisionnements sur chantier.
 - * 1 détail des ou plans concernant les annexes éventuelles de VRD, pénétrations, caniveaux, ouvertures et passages divers nécessaires à ses travaux.

▪ **A la fin des travaux (avant réception)**

L'entrepreneur devra :

- fournir les procès-verbaux des matériels installés.
- fournir au Maître d'Ouvrage, après visa et contrôle du Maître d'Œuvre, une notice d'utilisation des installations de son lot et éventuelles annexes, (manuel rédigé en français),
- fournir un synoptique général des installations.
- fournir une notice complète et détaillée par type d'installation, avec visualisation sur synoptique et indication des éventuelles interdépendances des systèmes,

Cette notice aura pour objet de permettre à l'utilisateur de parfaitement comprendre le fonctionnement de ses installations, voire d'intervenir lui-même pour les petits dépannages et la maintenance courante.

De plus, tous les plans de recollement seront regroupés sur disquette, et fournis en format DWG (Compatible Autocad) et une disquette compatible « Excel » devra regrouper le manuel des opérations de maintenance, la liste de fournisseurs et la liste du matériel.

D'autre part, l'entrepreneur devra fournir aux Maîtres d'Œuvre, à la réception des ouvrages, un jeu de plans mis à jour complet des installations conformément au CCAP.

En outre, un exemplaire plastifié des schémas mis à jour sera placé dans chaque tableau armoire ou coffret du site, sur la porte dans le porte-documents adéquat.

Vérifications et conformité

Un bureau de contrôle sera choisi par le Maître d'Ouvrage comme organisme de contrôle agréé

L'entrepreneur sera tenu de vérifier auprès de ces organismes, et avant remise de son offre, les points particuliers de réglementation qui lui sembleraient sujets à caution, et d'en tenir compte dans sa proposition.

En cas de contradiction ou d'incompatibilité entre les règlements et le présent cahier des charges, la priorité sera toujours accordée aux règlements que l'entrepreneur s'est engagé à observer, même si la prestation s'avère plus onéreuse pour lui.

L'ensemble des mises en conformité souhaité par l'organisme de contrôle sera à charge du présent lot et sans plus-value; sera également à charge de l'entrepreneur, l'établissement de tous les documents demandés par l'organisme de contrôle (plans, calculs, schémas et formulaires divers).

L'entrepreneur devra également, conformément au décret n° 72.1120 du 14/12/1972, fournir au distributeur d'énergie et avant mise sous tension définitive, une attestation de conformité des installations visées par le CONSUEL et documents COPREC à remettre à l'organisme de contrôle.

Il devra tenir compte dans son planning d'exécution des délais nécessaires à l'obtention des visas et prendre toutes dispositions pour que le délai contractuel soit respecté.

Garantie

L'entrepreneur est tenu aux garanties de ses installations telles qu'elles sont définies au cahier des conditions générales, CCAP et présent document.

Pendant cette période, l'entrepreneur sera tenu de fournir ou de réparer à ses propres frais, les éléments reconnus défectueux, cette prestation s'entendant fourniture, main d'œuvre et déplacement compris.

Pour tout le matériel, la garantie est celle fixée par les normes en vigueur.

CHAPITRE 3 - DESCRIPTION DES TRAVAUX

Les entreprises sont tenues de respecter l'ensemble des textes, (lois, décret, arrêté, exemple de solutions, Normes – DTU, Normes, Avis techniques, Certifications) édités par le REEF à la date de la signature du marché. L'entrepreneur sera réputé avoir pris connaissance de tous les documents d'appel d'offres des autres lots.

3.1 Généralités

3.1.1 Installation de chantier

L'entreprise du présent lot devra, pendant la période de préparation, mettre en place toutes les installations nécessaires à la bonne conduite du chantier conformément aux prescriptions du PGCSPPS et du CCAP.

3.1.2 Études techniques (à charge entreprise)

La mission confiée par le Maître d'Ouvrage à la Maîtrise d'Œuvre ne comporte pas les études techniques d'exécution : en dehors des plans joints au dossier de consultation, aucun autre plan ne sera fourni par la Maîtrise d'Œuvre.

L'entreprise a à sa charge la réalisation par un Bureau d'Études de l'ensemble de l'étude technique d'exécution qui comportera toutes les notes de calculs justificatives, et tous les schémas d'armoires, synoptiques, plans, et détails aux échelles suffisantes. Elle devra fournir cette étude technique dans les délais fixés dans le planning d'études établi en période de préparation aux :

- . Maître d'Ouvrage
- . Bureau de Contrôle
- . Coordonnateur SPS (uniquement pour les documents à joindre au DIUO)

Cette étude sera modifiée afin de prendre en compte les observations émises par les trois destinataires ci-dessus, autant de fois qu'il le sera nécessaire jusqu'à l'approbation du Maître d'Œuvre d'exécution.

Les plans établis par le Maître d'Œuvre de conception constituent des plans de principe que l'entreprise et son BET doivent s'efforcer de respecter et de justifier.

3.2 Prises de terre et liaisons équipotentielles (LEP)

3.2.1 Terre électrique

Elle sera issue de la plage de cuivre générale du bâtiment et réalisée par une câblette de cuivre isolé vert/jaune 29mm² Cette câblette aboutira sur une barrette de cuivre nu de raccordement au niveau du Tableau général électrique, des tableaux divisionnaires du bâtiment et équipée d'une étiquette gravée (lettrage blanc sur fond rouge) mentionnant "TERRE ELECTRIQUE".

La valeur ohmique ne devra pas excéder 10 ohms.

3.2.2 Terre TELECOM

Une liaison de terre sera prévue pour la téléphonie.

Cette liaison de terre sera prévue et raccordée sur une plage de cuivre nu, issue de la plage générale de terre du bâtiment et aboutissant dans le local technique RDC pour raccordement ultérieur sur le répartiteur général téléphone (à charge du maître d'ouvrage).

Elle devra être réalisée en câble isolé vert/jaune d'une section de 16mm² et isolée de la terre électrique au niveau de l'aboutissant. Cette liaison sera impérativement repérée tout au long de son cheminement (tous les 3m environ).

3.2.3 Liaisons équipotentielles (LEP)

L'ensemble des masses de l'installation électrique, ainsi que les parties métalliques de l'installation seront reliés à la barrette de "PROTECTION" (PE) de l'armoire générale électrique. Les conducteurs seront obligatoirement incorporés dans la canalisation d'alimentation de chaque circuit, l'usage du conducteur séparé n'étant pas autorisé dans le cadre du présent descriptif pour les sections de câbles < à 25mm².

L'ensemble des canalisations des fluides (eau, etc...) sera relié conformément aux règlements en vigueur, en pénétration du bâtiment et dans les locaux techniques.

Dans l'ensemble, les points suivants seront reliés à la terre :

- Origine "eau" du bâtiment.
- Huisserie métallique et divers.
- Vidange, corps et bondes.
- Circuits eau chaude et eau froide.
- Émetteurs chauffage, équipements de ventilation.
- Garde-corps, parements métalliques, etc...
- L'ensemble des installations suivant les normes en vigueur et recommandations PROMOTELEC.

L'ensemble des masses de l'installation électrique, ainsi que les parties métalliques de l'installation seront reliés à la barrette de "PROTECTION" (PE) de l'armoire générale électrique.

3.3 Alimentation générale

3.3.1 Alimentation générale TGBT

Elle représente la liaison et la protection différentielle à réaliser entre le TGBT existant de la MA de Nîmes et L'interrupteur général dans le tableau général du bâtiment à la charge du présent lot.

Les travaux à réaliser seront :

- Les câblages, supports, montage de l'ensemble et raccordement,
- le cheminement à l'intérieur et extérieur du bâtiment « Vestiaires » jusqu'au TGBT de la MA de Nîmes,
- Le câblage entre l'interrupteur général et disjoncteur différentiel (à calculer par l'entreprise lors de l'exécution),

3.4 TGBT

3.4.1 Généralité

Les cellules de distributions, les armoires divisionnaires et les coffrets prévus devront comporter une place libre permettant l'adjonction de 30 % de matériel complémentaire, présentée sous la forme d'une seule zone afin d'être totalement fonctionnelle.

Les armoires électriques auront une résistance à l'essai au fil incandescent de 750°C selon la norme NF EN 60695-2-1.

Le pouvoir de coupure des appareils de protection devra correspondre à l'intensité de court-circuit de l'endroit où ils sont placés.

Chaque circuit sera protégé contre les surcharges, les courts-circuits et les défauts d'isolement.

La sélectivité ampèremétrique et différentielle associée à la chronométrie permettra de n'interrompre que la partie de l'installation en défaut.

Les cellules de distribution et les armoires électriques auront une résistance à l'essai au fil incandescent de 750°C selon la norme NF EN 60695-2- 1.

3.4.2 Protections des circuits

Tous les disjoncteurs égal ou supérieur à 100 A seront de type DPX, de marque LEGRAND ou de type Compact, de marque SCHNEIDER, ou équivalent.

Les disjoncteurs des départs terminaux seront du type modulaire et auront les caractéristiques de protections suivantes :

Départ éclairage : Courbe B

Départ prise de courants : Courbe C + DDR 30mA

Départ transformateurs et moteurs : Courbe D

Les dispositifs de protection à courant résiduel 30mA pour les départs prises de courant auront un degré de protection au déclenchement, différent suivant l'utilisation des prises de courant protégé : **Prise de courant de service DDR de type AC (usage courant, etc.)**

Prise de courant poste de travail : DDR de type A-si (micro-informatique, etc.)

Tous les travaux de serrurerie, y compris accessoires de pose, de raccordement et de fixation, relatifs aux cellules de distributions et armoires divisionnaires sont dus par le présent lot.

En application de l'article 10 du décret du 14 novembre 1988, il sera installé un dispositif de coupure d'urgence en façade ou sur une paroi de chaque armoire.

Circuit de protection éclairage des locaux :

1 disjoncteur terminal 2x10A pour 12 points lumineux ou 2000 VA maxi (dans le calcul de la puissance en VA, tenir compte de la consommation des appareillages des luminaires et du cos phi)

1 disjoncteur différentiel terminal 2x10A – 30mA pour l'éclairage des locaux humides.

1 disjoncteur différentiel amont général éclairage 4x20A – 300mA pour 6 disjoncteurs terminaux 2x10A

Circuit de protection prises de courant normal de service des locaux

1 disjoncteur différentiel terminal 2x16A – 30mA pour 8 à 10 socles de PC 10/16A 2P+T maximum.

1 disjoncteur différentiel amont général PC 4x32A pour 6 disjoncteurs terminaux 2x16A –.

Circuit de protection prises de courant normal des postes de travaux des locaux

1 disjoncteur différentiel terminal 2x16A – 30mA – Si, pour 6 socles de PC 10/16A 2P+T maximum.

1 disjoncteur différentiel amont général PC 4x32A pour 6 disjoncteurs terminaux 2x16A– Si.

Circuit de protection prises de courant réseau haute qualité

1 disjoncteur différentiel terminal 2x16A – 30mA – Si, pour 6 socles de PC 10/16A 2P+T maximum.

Circuit de protection Force Motrice

Faible puissance (inférieure à 32A) :

1 disjoncteur terminal distinct par équipement à alimenter, le calibre et la protection du disjoncteur, seront à déterminer suivant la puissance de l'équipement, qui sera à confirmée lors de réalisation, par les titulaires des lots concernés, lorsque le calibre de la protection sera inférieur à 32A en monophasé et triphasé

1 disjoncteur différentiel amont général 300mA ou 30mA, suivant les équipements, pour 6 disjoncteurs terminaux

Forte puissance (supérieure ou égal à 32A) :

1 disjoncteur terminal différentiel 300mA ou 30mA, suivant l'équipement, distinct par équipement à alimenter, le calibre et la protection du disjoncteur, seront à déterminer suivant la puissance de l'équipement, qui sera à confirmée lors de réalisation, par les titulaires des lots concernés, lorsque le calibre de la protection sera supérieur ou égal à 32A en monophasé et triphasé.

Rappel de la norme NF C 15-100-314.1 :

Courant différentiel résiduel :

La limitation du courant de fuite dans le conducteur de protection permet une utilisation optimale des dispositifs différentiels à courant différentiel - résiduel au plus égal à 30 mA vis à vis du besoin de continuité de service.

Il est recommandé de limiter les courants de fuite au tiers de la sensibilité du dispositif différentiel, ce qui dans la pratique limite à dix socles de prise de courant pour une protection différentielle de 30 mA.

Il sera donc prévu une protection différentielle 30 mA par circuit de 8 à 10 prises de courant de service maximum (on considère à 1 mA le courant de défaut par prise de courant dans une installation électrique).

Socle de prise :

On considère un socle de prise de courant par un appareillage 2P+T 10/16A.

Lorsque des socles de prise de courant sont montés dans un même boîtier d'encastrement ou sailli, ils sont décomptés de la façon suivante :

| | | | | | |
|--------------------|---|---|---|---|----|
| Socles par boîtier | 1 | 2 | 3 | 4 | >4 |
| Socles décomptés | 1 | 1 | 2 | 2 | 3 |

Ce tableau ne s'applique pas aux socles de prise de courant commandés par interrupteur, pour lesquels, chaque socle est compté comme un point d'utilisation.

3.4.3 Base de calcul**Chutes de tension**

La chute de tension maximale entre les bornes basse tension du Tableau Général Basse Tension et le point le plus éloigné de la distribution ne devra pas être supérieure à 3 % pour l'éclairage et 6 % pour la Force Motrice.

Cette chute de tension se répartira de la façon suivante :

30 % pour la canalisation principale vers les armoires divisionnaires.

70 % pour la canalisation terminale vers les équipements terminaux.

Les courants pris en compte, lors de la réalisation des notes de calculs, seront majorés des réserves demandées dans les équipements aboutissants.

Intensité de court-circuit

Pour la détermination des courants de courts-circuits, il sera tenu compte de ceux générés par le réseau de distribution publics.

Pour le présent projet, la mise en œuvre des techniques de coordination verticale entre les appareils de protection ne sera pas autorisée. Tous les appareils de protection mis en œuvre dans l'installation électrique devront posséder un pouvoir de coupure imposé par les courants IK3 et IK1 du poste de transformation.

Sélectivité

La sélectivité verticale des dispositifs de protection sera assurée aussi bien pour les surintensités entre conducteurs actifs (surcharge et court-circuit), que pour les courants homopolaires (dispositif à courant différentiel résiduel).

La sélectivité de l'installation devra être totale, quel que soit la valeur des courants de défauts et de courts-circuits au droit du dispositif de protection

Courants harmoniques

Afin de limiter les perturbations dans l'installation et de respecter les règles de raccordements, les solutions techniques suivantes devront au maximum être respectées :

Alimenter les charges sensibles et les charges polluantes par des circuits séparés

Le conducteur de Neutre éventuel devra avoir la même section que les conducteurs de phase : Dans les circuits monophasés à deux conducteurs, quelle que soit la section des conducteurs. Dans les circuits polyphasés dont les conducteurs de phase ont une section au plus égale à 16 mm² en cuivre ou 25 mm² en aluminium,

Dans les circuits triphasés susceptibles d'être parcourus par des courants harmoniques de rang 3 et multiple de 3 dont le taux d'harmoniques est compris entre 15 % et 33 %.

Réduire les courants injectés par l'utilisation de filtres actifs ou passifs. Réduire la tension harmonique en diminuant l'impédance de source.

Facteur de puissance

Le facteur de puissance global de l'installation ne sera pas inférieur à 0,93.

Coefficients de simultanéité

Il conviendra de prévoir les coefficients foisonnements et les facteurs de simultanéités suivants pour calculer les sections des canalisations aux différents niveaux de l'installation :

| Equipements | | NIVEAU 1 | NIVEAU 2 | NIVEAU 3 |
|--|-------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|
| | | Coéf. de foisonnement équipements | Facteur de simultanéité équipements | Facteur de simultanéité Général |
| Eclairage | | 1 | 1 | 0,90 |
| Eclairage de sécurité | | 1 | 1 | |
| Conditionnement d'air | | 1 | 1 | |
| Chauffage électrique | | 1 | 0,66 | |
| Chauffe-eau (instantané) | | 1 | 0,70 | |
| Chauffe-eau (jour / nuit) | | 0,70 | 0,66 | |
| Prises de courant (pour 8 prises de courant par circuit) | | 0,25 | 0,50 | |
| Ascenseur - Monte-charge : | Moteur le plus puissant | 1 | 0,70 | |
| | Moteur suivant | 0,75 | 0,70 | |
| | Autres moteurs | 0,60 | 0,70 | |
| Force motrice diverse | | 0,70 | 0,66 | |

En complément du précédent tableau, les différents coefficients devront être adaptés à chaque appareil suivant leur mode de fonctionnement dans l'installation.

Chaque canalisation et sa protection devront être capables d'assurer le fonctionnement des appareils normalement desservis.

3.5 AD Vestiaires

L'armoire divisionnaire sera destinée à la protection générale des installations électriques du bâtiment. L'alimentation comprendra tous les organes réglementaires borniers et protections.

Il sera constitué d'une cellule enveloppe métallique, étanche IP 55 équipée de rails normalisés, platines, plastrons de façade, porte et renfermant l'ensemble des appareils de commande, de contrôle et de protections nécessaires pour les installations électriques, à savoir :

- Interrupteurs de tête 4X63A avec bobine à émission pour déclenchement,
- Jeu de barres, accessoires et supports,
- Disjoncteur différentiel éclairage
- Disjoncteurs différentiel PC
- Disjoncteurs différentiel FM
- Compteurs et mesures conforme à la réglementation thermique,
- Parafoudre
- Contacts auxiliaires de signalisation et de télécommande,
- Bobines de déclenchement à manque de tension et émission,
- Borniers de renvois et pilotes,
- Répartiteurs de terre,
- Arrêt d'urgence,
- Voyants : présence tension et sous tension,
- Platines et plastrons,
- Repérage et étiquetage, synoptiques,
- Accessoires, fermetures,
- Sujétions, câblage, mise en service,
- Schéma, notice, pochette porte.

L'ensemble sera livré, monté, précâblé et devra comporter une réserve de place et de puissance de 40% après implantation de l'ensemble des équipements.

Les organes de protection adaptés seront de type disjoncteur (magnéto-thermique) et d'un pouvoir de coupure compatible avec le courant de court circuit du transformateur. Ces disjoncteurs seront dimensionnés afin d'assurer une sélectivité totale à tous les niveaux de l'installation (horizontale et verticale) ainsi que la filiation entre disjoncteurs de faible calibre.

3.5.1 Comptage et mesures

Différents organes de mesures électriques seront prévus en tête de l'installation et en tête de chaque armoire de distribution électrique.

Ampèremètres, compteurs d'énergie ou centrales de mesure seront raccordés à des transformateurs de courant (TC) 5 A, de rapport adapté, placés sur les barres ou les câbles.

Implantation : les appareils de mesure seront modulaires et fixés sur rail en fond d'armoire ou encastrables et directement fixés sur la porte de l'armoire.

Comptage d'énergie

Il sera installé un compteur d'énergie pour chaque usage principal (éclairage – chauffage/climatisation – prises de courant/autres),

Ces compteurs de type modulaire mesureront l'énergie active et indiqueront sur un écran, le cumul des consommations sur les circuits de l'installation. Ils seront dotés d'une sortie impulsionnelle ou d'un port RS 485 permettant de reporter à distance la mesure de l'énergie consommée.

3.6 Alimentations FM et diverses

Les équipements spéciaux mentionnés ci-après sont dus par le présent lot (liste non exhaustive).

- Les équipements d'éclairage (y compris extérieur sur façade) et prises de courant,
- L'ensemble des alimentations force motrice sera réalisé en câble U 1000 R02V :

Depuis AD Vestiaires

| Récepteur | | Caractéristiques | | Câbles | | Aboutissant | | Observations | |
|--------------------------|--------|--------------------|-----------|-----------------|------------------|-----------------|--------------|--------------|--------------|
| Désignation | Repère | Tension / Ampérage | Puissance | Nature du câble | Section du câble | Boîte encastrée | Mou de câble | Raccordé | Non raccordé |
| FM PAC | PAC | 400V | 6KW | U1000 RO2V | | | X | | X |
| FM ECS (x2) | ECS | 230 V | 2,4 kW | U1000 RO2V | | | X | | X |
| FM VMC (x2) | VMC | 230 V | 75 W | U1000 RO2V | | | X | | X |
| FM BAIE INFO | INFO | 230 V | 1 KW | U1000 RO2V | | X | | X | |
| FM SSI | SSI | 230 V | 500 W | U1000 RO2V | | X | | X | |
| FM Unité intérieur (x12) | UI | 230V | 20W | U1000 RO2V | | | X | | X |

3.7 Cheminements et canalisations

Les conduits utilisés pour le passage des câbles, de caractéristiques physiques adaptées à l'environnement dans lequel ils seront posés, seront choisis dans les catégories suivantes :

- IRL3321 dans locaux à contrainte mécanique AG2 maximum (IP44/ IK07), IRL4431 dans locaux à contrainte mécanique AG3 maximum (IP44/IK08) et IRL4554 dans locaux à contrainte mécanique AG4 maximum (IP44/IK10), montage apparent type métro pour l'ensemble des tubes,
- ICTA 3422 : montage apparent intérieur et encastré, avant ou après construction (IP44/IK08),
- ICA 3321 : montage apparent intérieur/extérieur ou encastré avant ou après construction
- TPC : pose enterrée et/ou en tranchée, taux de remplissage inférieur à 50 %.

3.7.1 Supports

La présente entreprise devra anticiper le passage de câble et l'implantation des appareillages dans les cloisons acoustiques.

*** Les supports en cheminement non apparent :**

- . Plafond: chemin de câbles type DALLE MARINE (fixé sur la charpente et en aucun cas posé sur le faux plafond)
- . Paroi: fourreau ICT 6 APE

*** Les supports en cheminement apparent :**

Câbles posés directement sur les parois maçonnées, seront mis en œuvre par l'intermédiaire de colliers (interdistance maxi entre colliers : 0,33m)

*** Pour les circuits système de sécurité incendie**

- . Cheminement et support distincts des autres circuits.

*** Pour les circuits informatiques**

- . Plafond: chemin de câbles type DALLE MARINE (fixé sur la charpente et en aucun cas posé sur le faux plafond)
- . Cheminement et support distincts des autres circuits

*** Pour les circuits courants faibles**

. Cheminement et support séparés des circuits courants forts et informatique.

Le présent lot devra le câblage courant fort normal, la pose des chemins de câbles et la pose des goulottes et le pré câblage du réseau informatique (matériel actif informatique au maître d'ouvrage)

3.7.2 Câbles

L'ensemble des canalisations électriques courant fort sera réalisé en câble U1000RO2V.

Les rebouchages coupe-feu des traversées des câblages et cheminements sont à charge du présent lot.

3.8 Équipement éclairage et appareillage**3.8.1 Éclairage**

Tous les équipements d'éclairage sont donnés à titre indicatif (toute variante devra l'objet d'une note de calcul sous dialux) et l'entrepreneur proposera le matériel concerné à l'architecte avant toute mise en œuvre.

L'étude d'éclairage sera réalisée selon les recommandations et les prescriptions réglementaires de l'Association Française de l'Eclairage (édition octobre 1993) relatives à l'éclairage intérieur des lieux de travail ainsi qu'aux principes d'ergonomie visuelle applicables à l'éclairage des lieux de travail (norme expérimentale X35-103) et les recommandations de la norme NFC 71-121 et de la RT2002.

L'entreprise devra fournir également les notes de calculs et justificatifs pour l'éclairage des locaux en fonction des caractéristiques du matériel qui sera installé et qui au préalable aura reçu l'agrément du Bureau d'Etudes.

Dans le cadre de la Maîtrise des consommations électriques et de la réglementation RT2012, les dispositifs liés à l'éclairage devront permettre de générer des économies d'électricité en favorisant la possibilité de disposer de l'éclairage naturel, de bien dimensionner et positionner les points d'éclairages, de limiter les durées d'éclairage artificiel, d'utiliser des systèmes de commandes performant, tout en veillant à la sécurité des occupants.

L'entreprise aura l'obligation de respecter la circulaire du 3 décembre 2008, fiche 16, concernant l'éclairage des établissements recevant du public.

Les niveaux d'éclairement à la mise en service tiendront compte d'un coefficient de dépréciation de 1,25 afin que les niveaux d'éclairement définis ci-dessous soient obtenus après 500 heures de fonctionnement, à une hauteur de 0,80 m. de sol fini, sauf si précision indiquée.

Des mesures de niveaux d'éclairement horizontaux et verticaux seront exécutées par l'entreprise en fin de travaux (un cahier de recette sera fourni). Le cos phi sera égal au moins à 0.9 et les pertes seront au maximum de 20. Le fonctionnement des appareils devra être silencieux. L'éclairage des locaux sera réalisé par des appareils équipés de tubes ou de lampes fluorescentes haut rendement, avec ballast électronique à cathode chaude à faible consommation d'énergie.

Les caractéristiques des luminaires seront adaptées à la nature des locaux où ils seront implantés (indice de protection, contrainte de nettoyage, confort et niveau d'éclairement). De plus, ils devront satisfaire à l'essai au fil incandescent (850°C en circulation horizontales en cloisonnées et escaliers).

Les éclairages des salles pouvant recevoir plus de 50 personnes sera alimenté à partir de deux circuits indépendants équipés chacun des dispositifs de protections différentiels distincts. Dans l'ensemble des circulations, dégagements, et escaliers (accessible au public), une des commandes de l'éclairage sera inaccessible au public.

Le nombre d'appareils indiqué sur les plans devra être vérifié par l'entreprise en fonction du matériel qu'elle mettra en œuvre. Toutefois, l'entrepreneur du présent lot s'engagera à respecter les valeurs des niveaux d'éclairement indiqués au chapitre généralité.

Les luminaires fluorescents seront dans tous les cas de type ballast électronique à cathode chaude à faible consommation d'énergie et avec tubes fluorescents haut rendement T5 ou T8.

Le type des sources lumineuses et des luminaires pour l'éclairage des locaux sera adapté suivant le type de local

et de son usage.

L'entreprise aura à sa charge, la fourniture, pose et raccordements de tous les appareils d'éclairage et appareillages.

Il sera veillé au respect des températures de couleur (en K°) des sources incandescentes ou fluorescentes, ainsi qu'aux caractéristiques des lampes spéciales (iodures, dichroïques, sodium, H.P, etc...) y compris des puissances, angles de sources, culots, parachutes, alimentations TBT diverses, etc...

L'installation des appareils d'éclairage TBT devra respecter les conditions du guide UTE. C15.559.
Les appareils d'éclairage seront conformes aux normes de la série NF EN 60 998.

La résistance à l'essai au fil incandescent pour l'ensemble des appareils d'éclairage devra être au minimum à :

- **850°C** pour les escaliers et circulation
- **750°C** pour les autres locaux

Implantation

L'implantation des luminaires et de leurs commandes devra être indiquée sur les plans d'exécution par le prestataire. Pour le projet, l'implantation sera donnée à titre indicatif. Les emplacements précis seront arrêtés définitivement lors de l'élaboration des plans d'exécution.

Protection

Les indices de protection et de tenue au feu devront être compatibles avec le lieu d'implantation. Les appareils étanches seront équipés d'entrées de câbles par presse-étoupe.

Niveaux d'éclairage

Les niveaux d'éclairage et les coefficients d'uniformités seront conformes aux recommandations de l'AFE.

Mise en œuvre

L'entrepreneur devra veiller à l'équilibre des phases.

La fixation des luminaires devra être autonome et totalement désolidarisée des prestations des autres corps d'état.

Dans tous les cas de montage, ballasts et transformateurs devront être accessibles par les services d'entretien au moyen de trappes, boîtiers, placards... et devront respecter les distances de pose imposées par les normes. Un plan de situation de ces matériels sera remis avant la réception des travaux. Ce plan comportera pour chacun d'eux les indications de repérage, ainsi que les appareils qui lui seront rattachés.

➤ Éclairage :

Type 1 - Encastré 600*600 Access 7 panel 40W CLAREO 4000K ou équivalent

Type 2 - DownRay CLAREO IP54 16W ACCESS ou équivalent

Type 3 - Hublot led 24W LUCECO de CLAREO ou équivalent

Type 4 - Projecteur led 50W 3000K YORK de IDTOLIGHT ou équivalent

3.8.2 Appareils de commande

Commande d'éclairage

Dans les locaux aveugles les interrupteurs seront obligatoirement équipés d'un voyant lumineux.

Dans les locaux techniques, l'éclairage sera commandé localement par des boutons poussoirs ou interrupteur.

L'appareillage sera encastré, installé à 1,20 m par rapport au sol fini.

- . Interrupteur lumineux simple allumage
- . Détecteur de présence 360° BEG ou équivalent
- . Détecteur de présence 180 ° BEG ou équivalent

L'éclairage extérieur sera piloté via un interrupteur crépusculaire + horloge+ commande manuelle sur la porte de l'AD vestiaires.

3.8.3 Prises de courant

Les socles prises de courant "normal" seront de type 2P+T 16 A, à obturateurs d'alvéoles, installé à 0,4 m par rapport au sol fini

La disposition des prises et les puissances à alimenter seront à déterminer avec le maître d'ouvrage.

Commandes par détection de présences

Vestiaires / sanitaires / WC

Description du Produit : PD3N-1C Descriptif produit :

Pose Faux Plafond ou Apparent ou Encastré Pot Béton. Champ de détection : 360°

Portée à une hauteur de pose de 2,50 m : Ø10 m en transversal, Ø6 m de face, Ø4 m en assise Surface : 79m² en transversale et 13m² en activité assise

Indice de protection : AP : IP44, FP : IP23/Classe II/CE, Puissance : 2300W cos φ 1/1150VA cos φ 0.5, LED 300W maxi Temporisation : 30 s à 30 min ou impulsion,

Réglage du seuil de luminosité : 10 à 2000 Lux, Analyse unique de la valeur crépusculaire.

3.9 Éclairage de sécurité

3.9.1 Évacuation

Cet éclairage répondra aux objectifs suivants :

Éclairage de balisage des issues, sorties, circulations, dégagements.

Les blocs seront à contrôle automatique secteur présent, mode SATI. Ils posséderont un indice de protection adapté aux locaux desservis, seront de très faible consommation, bloc tout LED et tube CCFL pour les blocs d'ambiance et les blocs étanches.

L'éclairage d'évacuation sera réalisé par blocs autonomes qui devront avoir un flux lumineux assigné minimum de 45 lumens pendant 1 heure, assurant :

La reconnaissance des obstacles

La signalisation des issues et des cheminements avec une distance maximum de 15 mètres entre 2 blocs.

L'indication des changements de direction

Équipement Blocs

Les appareils seront équipés de pictogrammes conformes aux normes NF C 71 800 et NF X 08-003. Des inscriptions « sortie », « sortie de secours » ou « flèche horizontale » pourront compléter la signalisation réalisée avec les pictogrammes.

L'éclairage de sécurité sera assuré par des blocs autonomes à chaque issue

- PLANETE II jour (BAES)
- BAPI

Le câblage sera de la série U1000 R02V 5G1,5² cu, et seront raccordés en aval de la protection et en amont de la commande de l'éclairage du local ou ils sont installés.

L'éclairage de sécurité sera assuré par des blocs autonomes à chaque issue pour les locaux courant et pour les locaux techniques,

Les BAES seront conformes aux normes de la série NFC71-800 et admis à la marque NF AEAS.

Télécommande

Un bloc de télécommande est installé dans le TGB et permettra la mise au repos de l'installation pendant les périodes d'inoccupation.

Câblage

Les blocs BAES seront alimentés en câble de la série U1000 R02V 5G1,5² cu, raccordé en amont des commandes d'éclairage et à l'aval de la protection du circuit.

La télécommande aux blocs BAES sera réalisée par 2 fils en câble série U1000R02V raccordé à chaque BAES à l'aval et en amont au bloc de télécommande.

Les appareils seront équipés de pictogrammes conformes à la norme NF X 08-003. Des inscriptions « sortie », « sortie de secours » ou « flèche horizontale » pourront compléter la signalisation réalisée avec les pictogrammes.

Essais

En fin de travaux, il sera procédé au contrôle de l'installation ainsi qu'aux essais qui comprendront :

- test d'autonomie
- simulation d'absence secteur
- contrôle signalisation et fléchage.

3.10 Chauffage électrique

Le local ménage sera chauffé par un panneau rayonnant électriques, fourni, posé et raccordé par la présente entreprise.

Les appareils seront déterminés pour maintenir la température suivante :

-Hiver T° ext = -5° C -T°int = 22° C

3.10.1 Panneau rayonnant

L'entreprise du présent lot devra la fourniture, la pose et le raccordement sur sa propre alimentation de panneaux rayonnants de type SOLIUS d'ATLANTIC, thermostat électronique.

3.11 Alarme incendie

Classement : type ERT

3.11.1 SSI type 1

Le matériel existant est **de type 1 catégorie A** de type « adressable »

Tous les DM et DAI seront étiquetés et numérotés comme sur la programmation de la centrale SSI.

3.11.2 Localisation

La centrale incendie est positionnées dans la PEP

3.11.3 Déclencheurs manuels

Les Déclencheurs Manuels adressables avec isolateur de court-circuit intégré. Équipés obligatoirement d'un capot de protection transparent et d'un indice de protection IP55 pour la totalité du site.

Les Déclencheurs Manuels se présenteront sous la forme d'un boîtier en matière thermoplastique de couleur rouge avec une led rouge pour indicateur d'action, de type à membrane déformable. Les D.M. seront munis d'un dispositif de test et de réarmement accessible en partie basse.

Ils ne doivent pas être dissimulés par le vantail d'une porte lorsque celui-ci est maintenu ouvert. En outre, conformément à l'arrêté du 30 novembre 2007 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées, ces dispositifs de commande manuelle doivent répondre aux exigences suivantes :

- Placés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 mètre au-dessus du sol fini
- Situés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.

Pour une installation en extérieur ou dans des locaux humides (cuisines, locaux déchets, locaux avec nettoyages aux jets,...) **les déclencheurs manuels seront étanches IP66 avec membrane et capot de protection.**

3.11.4 Diffuseurs sonores et lumineux

L'équipement d'Alarme (E.A.) sera de type 1.

L'alarme restreinte sera signalée au niveau du Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie et l'alarme générale devra être déclenchée automatiquement.

L'alarme générale sera diffusée par :

- Des dispositifs visuels d'alarmes feu (D.V.A.F), diffusant un signal lumineux de couleur rouge.



Elle devra être audible en tout point de l'établissement (95 DB avec une émergence de 10 dB).

En complément suivant l'article GN8 des diffuseurs lumineux flash rouge de type seront installés dans tous les sanitaires des bâtiments.

3.11.5 Raccordements - Essais

L'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge le raccordement électrique de tous ces matériels.

Les essais électriques seront à charge du présent lot.

3.11.6 La conception des zones de mises en sécurité :

La conception des zones de mise en sécurité sera donnée par le coordinateur SSI dans le cahier des charges fonctionnels du SSI, elle devra respecter les contraintes réglementaires spécifiques de l'établissement et la règle d'inclusion suivante :

ZDA <= ZF <= ZC <= ZA et ZDM <= ZA

ZDA = Zone de détection automatique

ZDM = Zone de détection manuelle

ZA = Zone d'alarme

ZC = Zone de compartimentage

ZF = Zone de désenfumage

La mise en œuvre de ces fonctions peut engendrer des sous fonctions techniques :

Pour chaque ZA : Le déverrouillage des issues de secours, la remise en lumière, la diffusion de messages d'évacuation, les arrêts de programmes audio et/ou visuels.

Pour chaque ZC : Le non-arrêt des cabines d'ascenseurs dans la zone de compartimentage sinistrée.

Pour chaque ZF : La mise à l'arrêt de la ventilation des zones de désenfumage.

Les étiquettes et libellés des facettes du CMSI seront de couleurs différentes regroupées par type et par fonction, une proposition d'organisation de la face avant devra être soumise à l'approbation du coordinateur SSI, l'organisation suivante peut-être reprise :

Rouge : Zone d'alarme

Bleu : Zone de Compartimentage

Jaune : Zone de Désenfumage

Orange : Unité de signalisation extracteurs

Vert : Commande arrêt pompiers

Blanc : Réarmements

Rappel des zones de mise en sécurité incendie du bâtiment :

a – Zone d'alarme :

b – Zone de compartimentage :

c – Zone de désenfumage :

d – US moteur :

e – Commande d'arrêt pompier et réarmement :

3.11.7 Cheminements et canalisations

Toutes les moulures et goulottes seront à mettre en œuvre afin d'avoir une finition soignée sur toute la prestation.

Définition des liaisons

Détecteurs et déclencheurs manuels :

✓ Les détecteurs seront raccordés à l'équipement de contrôle et de signalisation par du câble de type CR1 **Avec écran** (totalité des câbles).

✓ Les déclencheurs manuels seront raccordés par du câble de type CR1.

Tout le système incendie sera câblé CR1.

Dispositifs actionné de sécurité :

Les DAS à rupture seront directement raccordés par du câble série :

- ✓ C2 : 2x1,5mm² pour la commande.
- ✓ C2 : 2x1,5 mm² pour la position attente
- ✓ C2 : 2 x 1,5 mm² pour la position sécurité

Les DAS à émission seront raccordés au CMSI par du câble série :

- ✓ CR1/C1 ; 2x1,5 mm² pour la commande,
- ✓ CR1/C1 ; 2x1,5 mm² pour la position attente
- ✓ CR1/C1 : 2 x 1,5 mm² pour la position sécurité

Report d'alarme

Les coffrets de report seront câblés en 4 paires CR1.

Diffuseur sonore

Câble CR1/C1 : 2x1.5 mm²

+ connexion EFI 960 °C

BUS SSI :

2x6mm² CR1

1p0,9 CR1

Supports

Les câbles chemineront dans les supports courant faibles prévu à cet effet par le présent lot.

Cheminements dans faux plafond et sous moulure jusqu'aux appareillages SSI à charge du présent lot.

Les liaisons entre les bâtiments seront effectuées dans les fourreaux vides les reliant en enterré et ressortant dans le vide sanitaire.

Les essais de bon fonctionnement devront être réalisés par l'installateur qui fournira un certificat d'autocontrôle. L'entreprise fournira également l'ensemble des notices techniques et exploitation du matériel mis en œuvre.

3.11.8 Mise en service

L'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge la mise en service complète de l'installation.

Il réalisera tous les autocontrôles nécessaires au bon fonctionnement de l'installation, y compris les essais au foyer type avec le coordinateur SSI.

3.11.9 Coordinateur de sécurité

L'entreprise aura à sa charge la remise de tous les documents demandés par le coordinateur de sécurité incendie « SSI ». L'entreprise devra effectuer tous les essais d'autocontrôle nécessaires ainsi qu'avec le coordinateur de sécurité ainsi que les essais au foyer type qui seront demandés : mousse polyuréthane interdite, prévoir d'autres systèmes).

Le coordinateur remettra à jour le dossier d'identité de sécurité incendie suivant les travaux décrit ci-dessus.

3.12 Précâblage informatique / téléphonique

L'entreprise devra la mise en œuvre d'un précâblage permettant la transmission de la voix et des données dans l'ensemble des locaux susceptibles d'utiliser l'une de ces applications.

L'ingénierie, la mise en œuvre ainsi que les composants respecteront les normes ISO/IEC 11801, EN 50173, EN 50174.

Il sera réalisé un réseau de câbles et de connectique du type Voix – Données - Images, permettant de raccorder n'importe quel type de matériel :

- Matériel téléphonique (numérique et analogique)
- Matériel informatique
- Matériel vidéo

Le système de câblage ainsi que l'ensemble de la connectique répondront aux préconisations d'un câblage de catégorie 6a, 250 Mhz, conformément aux normes ISO/CEI 11801 ed.2

L'affectation des prises RJ45 en téléphonie ou en informatique sera établie avec le maître d'ouvrage.

Nota : La fourniture, pose et raccordement des éléments actifs est à la charge du Maître d'Ouvrage.

3.12.1 Origine des installations

L'origine des installations du réseau VDI sera la baie RG de la MA de Nîmes. Pour cela, il sera prévu la création de rocades informatiques fibres et cuivre.

Dans la Baie RG, il sera prévu :

- Création d'un bandeau de brassage pour rocade cuivre vers le bâtiment « Vestiaires »
- Création d'un tiroir optique pour rocade fibre vers le bâtiment « Vestiaires »

Les Rocades seront de type :

- Cuivre : Rcade cuivre AWG24-32p- cat 6A
- Optique : Rcade optique multimode 6 brins OM3 50/125µm

3.12.2 Terre informatique

** Liaison principale pour le local informatique*

Elle sera issue de la plage de cuivre générale du bâtiment et réalisée par une câblette de cuivre isolé vert/jaune d'une section de 35mm². Cette câblette aboutira sur une barrette de cuivre nu de raccordement au niveau du local informatique. Elle sera équipée d'une étiquette gravée (lettrage blanc sur fond rouge) mentionnant "TERRE INFORMATIQUE".

Sa valeur ohmique ne devra pas excéder 5 ohms.

** Liaisons équipotentielles spécifiques*

A partir de la plage du raccordement informatique, il sera prévu la mise à la terre de tous les équipements informatiques.

L'ensemble des supports métalliques constituant les chemins de câbles informatiques, sera relié à la **terre informatique** au moyen d'une câblette de cuivre nu de 29mm² cu cheminant tout au long des supports et reliée au moyen de serre-fils type BB de chez SIMEL,

Les équipements suivants seront également reliés :

- tous les chemins de câbles informatiques,
- fermes, châssis, baies,
- les postes de travail,
- modules,

Ces liaisons (LEP) seront d'une section minimale de 6mm² en câble souple H07 VR vert/jaune.

Câblage informatique

La distribution des postes de travail sera réalisée en étoile à partir de la baie par des câbles écrantés (F/FTP) catégorie 6a.

La longueur du câble de liaison entre une prise terminale V D I et le panneau de brassage auquel elle est raccordée sera comprise entre 15 et 70 mètres.

Les câbles seront du type zéro halogène (LSOH)

Chaque prise terminale sera raccordée au panneau de brassage par un câble 4 paires.

Tous les câbles devront avoir une longueur (prise – panneau de brassage) comprise entre 15 et 70 mètres.

3.12.3 Raccordement cuivre

Raccordement cuivre

Le répartiteur cuivre sera constitué de bandeaux, de 24 ports RJ45 (1U, 19 pouces) (ISO 11801-2ème édition Catégorie 6a classe Ea, 9 points) pour les ressources et la distribution.

Le bandeau permettra le raccordement des drains à la terre informatique. Les différents répartiteurs offriront une réserve de 20 %.

Cordons de brassage cuivre

Les cordons de brassage seront souples, jauge 26 AWG, type RJ 45/RJ 45 et présenteront les mêmes caractéristiques que les liaisons terminales.

Le nombre de cordons fourni permettra de raccorder la totalité des prises RJ 45 utilisées. Différentes longueurs de cordons seront prévues :

- Un tiers de cordon de 0.2 m
- Un tiers de cordon de 0.5 m
- Un tiers de cordon de 1 m

Il sera proposé des cordons de couleurs différentes de manière à dissocier le brassage de chaque application.

Pour toutes les prises RJ45 affectées à une application IP dont le terminal est prévu au présent lot, l'entreprise prévoira le cordon terminal RJ45/RJ45, présentant les mêmes performances que le précâblage, entre la prise et le terminal (Téléphonie, interphonie, vidéosurveillance...)

3.12.4 Baie de brassage

La baie sera de type XL VDI 19''-12U.

Toute la distribution capillaire est à charge de la présente entreprise y compris les cordons de brassage baie et utilisateur (2ml pour la baie et 3 ml pour les utilisateurs)

La baie de brassage sera équipée d'un bandeau de 9 prises sans interrupteur (2P+T – 230V).

Les départs seront raccordés sur des panneaux de brassage 19'' 1U 5TP/FFTP équipés de connecteurs RJ 45 cat 6a. Chaque panneau de prises devra être équipé d'un repérage durable et interchangeable.

Les cordons de brassage sont à la charge du présent lot et transiteront par l'intermédiaire de panneau passe fil 19'' 1U.

Les connecteurs RJ45 femelle de classe 6a seront conformes à la norme ISO 11 801.

Des tablettes seront prévues pour le matériel actif.

3.12.5 Certification

Le présent lot fournira les certificats indépendants selon l'ISO 11801:2002 - Amendement 2 pour :

- Le connecteur,

- Le câble,
- Le cordon,

La certification en permanent link ou en channel ne sera pas acceptée.

3.12.6 Poste informatique

Chaque poste sera composé de :

- Poste informatique composés de 2 RJ45 cat 6a

Chaque poste de travail devra être soigneusement repéré par étiquette.

3.12.7 Recette

En fin de travaux, le réseau sera scrupuleusement contrôlé et validé selon les exigences de la norme ISO/CEI IS 11801.

Les résultats des contrôles seront mentionnés sur fiches.

Les opérations de contrôle devront permettre de valider la totalité du réseau

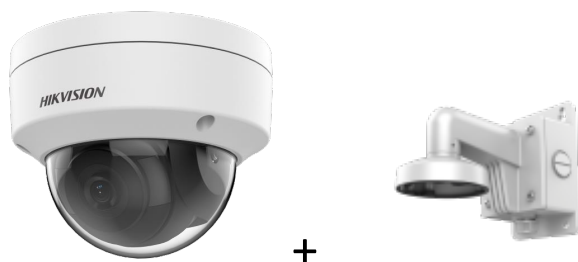
L'entreprise fournira des documentations de recettes établies par un organisme agréé, à savoir :

- plan de masse du Local d'équipement Réseau (implantation des armoires, ...),
- plan d'implantation des chemins de câbles, (format papier),
- plan de la face avant des armoires (format papier),
- cahier de recettes des tests dynamiques de tous les câbles installés,
- plan d'implantation des prises numérotées (format papier),

Le matériel informatique sera à la charge du Maître d'Ouvrage.

3.13 Caméra de surveillance

Le site sera vidéosurveillé via la mise en place de caméras de surveillance POE de type HIKVISION 4 MP Fixed Dome Network Camera et le support mural de type DS-1272ZJ-110B Wall mount.



- High quality imaging with 4 MP resolution
- Support Human and Vehicle Detection
- Water and dust resistant (IP67) and vandal resistant (IK10)
- Clear imaging even with strong back lighting due to 120 dB WDR
- Efficient H.265+ compression technology
- EXIR 2.0: advanced infrared technology with long IR range

Elles seront raccordées au SR Vestiaire via une liaison 4 Paires Cat 6a y compris noyau RJ45.

Localisation : voir plan